

OTC

- RT France

15/10/2021

<https://francais.rt.com/international/91642-selon-armenie-six-ses-soldats-ont-ete-blesses-tirs-azerbaïdjanais-haut-karabagh>

Selon l'Arménie, six de ses soldats ont été blessés par des tirs azerbaïdjanais au Haut-Karabagh

Erevan a annoncé que six de ses soldats avaient été blessés par des tirs le 14 octobre dont seraient responsables les forces azerbaïdjanaises dans l'enclave du Haut-Karabagh. Selon l'Arménie, deux des soldats se trouvent dans un état «critique».

Six soldats arméniens ont été blessés par des tirs des forces azerbaïdjanaises dans l'enclave du Haut-Karabagh, au cœur l'année dernière d'une guerre entre ces deux pays du Caucase, a annoncé Erevan ce 15 octobre. Selon le délégué arménien aux droits de l'homme Arman Tatoyan, deux des soldats se trouvent dans un état «critique». L'incident a eu lieu près du village de Nor Chen au Haut-Karabagh, «à proximité immédiate des positions des forces armées azerbaïdjanaises», a-t-il précisé sur Facebook, ajoutant que des tirs ont également eu lieu «en direction de plusieurs autres localités». «La présence des forces armées azerbaïdjanaises à proximité des localités arméniennes constitue une grave menace pour la sécurité et la paix des populations et une violation de leur droit à la vie», a-t-il estimé. L'Azerbaïdjan n'a pas réagi à ces accusations dans

l'immédiat. Le 14 octobre, Bakou avait annoncé la mort d'un soldat azerbaïdjanais, tué par un sniper arménien au Haut-Karabagh. Le même jour, les ministres des Affaires étrangères des deux pays se sont rencontrés à Minsk pour des discussions en vue d'apaiser les tensions. A l'automne 2020, le Haut-Karabagh a été le théâtre d'une guerre de six semaines entre l'Azerbaïdjan et l'Arménie, qui a fait plus de 6 500 morts. Le conflit s'est conclu par une lourde défaite arménienne et la signature d'un cessez-le-feu, sous médiation russe, octroyant à l'Azerbaïdjan d'importants territoires qu'il réclamait depuis une première guerre au début des années 1990. Peuplée majoritairement d'Arméniens, la région montagneuse du Haut-Karabagh avait annoncé sa sécession de l'Azerbaïdjan à la chute de l'URSS avec le soutien d'Erevan, entraînant un premier conflit armé qui a causé la mort de 30 000 personnes et fait des centaines de milliers de réfugiés. Après la fin de la guerre de 2020, les tensions sont restées fortes et des accrochages éclatent périodiquement à la frontière entre les deux pays, faisant craindre un nouvel embrasement.

2- Nor Haratch Hebdo

15/10/2021

Nouvelle rencontre des ministres des Affaires étrangères d'Arménie et d'Azerbaïdjan

Les ministres des Affaires étrangères d'Arménie et d'Azerbaïdjan se sont rencontrés jeudi pour la deuxième fois en moins d'un mois pour des entretiens sous la médiation de leur homologue russe Sergueï Lavrov.

Ils ont également eu des entretiens séparés avec Lavrov avant la réunion trilatérale tenue en marge d'un rassemblement à Minsk de hauts diplomates d'une douzaine d'États ex-soviétiques. Le ministère russe des Affaires étrangères a rendu public les commentaires de Lavrov faits au début de ses conversations

avec Ararat Mirzoyan et Jeyhun Bayramov.

« Nous avons parlé longuement à Moscou récemment, mais nous pouvons aujourd'hui examiner quelques questions supplémentaires à la fois de caractère bilatéral et bien sûr de la région », a déclaré Lavrov au ministre arménien. « Le Karabakh doit toujours retenir notre attention. » S'adressant à Bayramov, il a cité des « problèmes non spécifiés qui doivent être résolus ».

Le ministère russe des Affaires étrangères a déclaré que lors de la réunion trilatérale qui a suivi, les ministres ont « examiné » la mise en oeuvre de l'accord négocié par la Russie qui a mis fin à la guerre de six semaines.

« Ils ont conclu que la plupart des dispositions de cette déclaration sont mises en oeuvre avec succès. Ils ont convenu d'intensifier les travaux sur les questions restantes », a-t-il déclaré sans plus de précisions.

Mirzoyan a été cité par son bureau de presse comme disant que Bakou continue de détenir des dizaines de prisonniers de guerre arméniens et de civils captifs en violation de l'accord de trêve. Il a également réaffirmé l'engagement déclaré d'Erevan en faveur d'un « règlement global et durable du conflit du Haut-Karabakh » avancé par les coprésidents américain, russe et français du Groupe de Minsk de l'OSCE.

Les trois médiateurs ont pris part à la première réunion de Mirzoyan avec Bayramov qui s'est tenue à New York le 24 septembre. Dans une déclaration commune, ils ont déclaré avoir « proposé des mesures ciblées spécifiques pour désamorcer la situation et les prochaines étapes possibles ». Ils n'ont pas divulgué ces propositions.

Les médiateurs devraient se rendre prochainement en Arménie, en Azerbaïdjan et au Karabakh. Ce sera leur première tournée dans la zone de conflit depuis la guerre de 2020.

3- Les Nouvelles d'Arménie

15/10/2021

https://www.armenews.com/spip.php?page=article&id_article=84677

Grigoryan : c'est non pour un couloir traversant l'Arménie

Dans une interview exclusive avec l'agence de presse iranienne Tasnim publiée mercredi 13 octobre, le secrétaire du Conseil de sécurité nationale arménien, Armen Grigoryan, a déclaré que l'Arménie n'avait jamais discuté, ne discutait et ne discuterait jamais de quoi que ce soit au sujet d'un couloir traversant son territoire souverain.

Grigoryan a noté que la question du déblocage des routes et des routes économiques de la région était mentionnée dans la déclaration trilatérale du 10 novembre 2020, signée par les dirigeants de l'Arménie, de l'Azerbaïdjan et de la Russie pour mettre fin à la guerre dans la zone de conflit du Haut-Karabakh, et a été également discuté lors de leur réunion du 11 janvier à Moscou.

« Je tiens à souligner qu'aucune de ces deux déclarations ne fait mention de corridor », a-t-il déclaré. « L'Arménie n'a jamais discuté, ne discute pas et ne discutera d'aucune question concernant un corridor », a souligné Grigoryan.

Le secrétaire du Conseil de sécurité a noté qu'il avait exprimé la position d'Erevan sur cette question lors des réunions avec ses collègues.

« Lors de sa campagne pour les élections législatives anticipées du 20 juin dans la ville de Kapan, le Premier ministre Nikol Pashinyan a déclaré qu'il n'y avait pas de couloir et qu'il n'y en aurait pas à travers le sud de l'Arménie. Vous savez que le parti de Pashinyan a reçu le soutien inconditionnel du peuple, ce qui signifie

que la société nous soutient également sur la question du corridor. En d'autres termes, c'est une opinion publique - il n'y aura pas de corridor », a déclaré Grigoryan.

Dans le même temps, il a noté que l'Arménie est prête à ouvrir des routes pour que l'Azerbaïdjan et la Turquie puissent les utiliser. « Mais toutes ces routes seront sous le contrôle souverain de l'Arménie », a déclaré Armen Grigoryan.

Le président azéri Ilham Aliev a menacé dans le passé d'utiliser la force pour établir un couloir à travers le sud de l'Arménie pour relier son pays à la République autonome de Nakhitchevan.

Le haut responsable arménien de la sécurité a souligné que sur la base des accords précédents, la République d'Azerbaïdjan peut utiliser le territoire arménien pour se connecter au Nakhitchevan, et l'Arménie peut utiliser les routes et les chemins de fer azéris pour atteindre l'Asie centrale et la Russie.

par [Jean Eckian](#)

4- Les Nouvelles d'Arménie

15/10/2021

https://www.armenews.com/spip.php?page=article&id_article=84687

Paris vote pour l'instauration d'une esplanade d'Arménie dans le 8^e arrondissement

Comme l'indique dans son tweet Arnaud Ngatcha, adjoint à la maire de Paris en charge des relations internationale, le Conseil de Paris a voté le 14 octobre au soir à l'unanimité une délibération instaurant une esplanade d'Arménie dans le 8^e arrondissement de la capitale.

Cet espace qui portera le nom d'Esplanade d'Arménie englobera la partie du

Court Albert 1^{er} où se situe la statue de Komitas, le jardin d'Arménie, et s'étendra jusqu'au Pont de l'Alma. Une situation exceptionnelle au cœur du prestigieux VIII^e arrondissement de Paris, en plein centre de la capitale. Cette décision, voulue et inspirée par Anne Hidalgo, a remporté tous les suffrages des élus.

SE Hasmik Tolmadjian, qui assistait dans les tribunes du Conseil municipal à l'événement, a immédiatement réagi pour remercier la Maire de Paris, son adjoint Arnaud Ngatcha, pour ce témoignage d'amitié et de solidarité avec l'Arménie.

Alexis Govciyan, conseiller de Paris et 1^{er} Maire Adjoint du 9^e, a salué cette décision qui lui a donné l'occasion de revenir sur celle du 29 janvier 2001, par laquelle le même Conseil de Paris votait, déjà à l'unanimité, pour l'érection de la statue de Komitas, mémorial du génocide arménien. Jeanne d'Hauteserre, la maire du 8^e s'est félicité de ce vote qui va renforcer la proximité de son arrondissement avec le pays de Machtots.

Ainsi, après la place Isabelle Essayan près du cimetière du Père Lachaise et celle dédiée à Shavarch Missakian, dans le 9^e arrondissement, la capitale fera une nouvelle fois briller sur ses plans et ses panneaux le nom d'une Arménie dont la cause lui est si chère. L'inauguration de l'esplanade devrait avoir lieu au mois de décembre et la Mairie a adressé une invitation en ce sens au Premier ministre Nikol Pachinian.

Bravo aux artisans de cette délibération qui en rendant hommage à l'Arménie en danger, donne un signal politique fort tout en faisant honneur aux valeurs et aux engagement de Paris.

Merci à Anne Hidalgo, Arnaud Ngatcha, à l'ensemble du Conseil municipal, à l'Arménie et à son ambassadrice en France Hasmik Tolmadjian dont les implications respectives ont fait de ce vœux une réalité.

Ara Toranian

5- Le Figaro

14/10/2021

<https://www.lefigaro.fr/flash-actu/l-armenie-demande-a-la-cij-de-faire-cesser-le-cycle-de-haine-avec-l-azerbaïdjan-20211014>

L'Arménie demande à la CIJ de faire cesser le «cycle de haine» avec l'Azerbaïdjan

Par Le Figaro avec AFP

Erevan a demandé jeudi 14 octobre à la plus haute juridiction de l'ONU de mettre fin au «*cycle de haine*» établi par l'Azerbaïdjan envers les Arméniens, alors que les deux pays s'affrontent devant la justice internationale. L'Arménie et l'Azerbaïdjan, en guerre l'année dernière pour le contrôle de la région du Nagorny Karabakh, ont déposé des recours auprès de la Cour internationale de justice (CIJ) qui siège à La Haye, s'accusant mutuellement de discrimination raciale.

La CIJ, qui tranche les différends entre les États, tient cette semaine et la semaine prochaine des audiences dans la procédure. Celle-ci pourrait prendre plusieurs années. L'Arménie, s'exprimant en premier avant que l'Azerbaïdjan ne donne ses arguments la semaine prochaine, a demandé à la juridiction de prendre des mesures d'urgence pour protéger les Arméniens, le temps que la requête soit étudiée.

«Culture de la peur et de la haine»

«Avec ce recours, l'Arménie cherche à prévenir et à remédier au cycle de violence et de haine perpétré contre les Arméniens de souche», a déclaré lors d'une audience Yeghishe Kirakosyan, représentant de l'Arménie. «L'Arménie cherche de toute urgence à protéger les droits des Arméniens de souche contre un préjudice irréparable imminent», a-t-il ajouté.

Le président azerbaïdjanais Ilham Aliyev a ouvertement admis que son pays avait en septembre 2020 commencé le conflit de six semaines, alimentant la chaîne de violence ethnique et de haine, a-t-il poursuivi. *«Nous craignons que ce ne soit pas le dernier tant que les racines de ce conflit ne seront pas traitées», a indiqué le représentant d'Erevan. Les autorités azerbaïdjanaises endoctrinent la population, «génération après génération», dans une «culture de la peur et de la haine de tout ce qui est arménien», a déclaré Yeghishe Kirakosyan.*

L'Arménie et l'Azerbaïdjan se sont livrés à l'automne 2020 une courte guerre, faisant plus de 6.500 morts, pour l'enclave du Nagorny Karabakh qui avait déjà fait l'objet d'une guerre sanglante dans les années 1990. Le conflit de l'automne

s'est soldé par la défaite de l'Arménie, contrainte de céder plusieurs régions formant un glacis autour de l'enclave séparatiste. Malgré la signature d'un cessez-le-feu et le déploiement de soldats russes de maintien de la paix, les tensions restent fortes entre les deux ex-républiques soviétiques.

6- Courrier d'Erevan

14/10/2021

<https://www.courrier.am/fr/actualite/la-france-travaille-avec-la-russie-et-les-etats-unis-pour-promouvoir-un-accord-pour-une>

La France travaille avec la Russie et les États-Unis pour promouvoir un accord pour une solution durable

Les coprésidents du Groupe de Minsk de l'OSCE, la France, la Russie et les États-Unis travaillent avec l'Arménie et l'Azerbaïdjan pour promouvoir un accord pour une solution durable au Karabakh, a déclaré l'ambassadrice de France en Arménie, Mme Anne Louyot.

"Je peux vous assurer que nous travaillons avec nos partenaires russes et américains pour faire avancer le processus d'un accord à plus long terme sur le Haut-Karabakh", a-t-elle déclaré.

Répondant à la question de savoir s'il faut s'attendre à une intensification des travaux du groupe de Minsk de l'OSCE, l'ambassadrice de France a déclaré que *"la réunion des ministres des Affaires étrangères d'Arménie et d'Azerbaïdjan à New York démontre que les intermédiaires ont commencé à travailler activement"*. *"Je pense qu'Erevan et Bakou devraient aller de l'avant"*, a-t-elle ajouté.

Source: Armenpres.

7- Les Nouvelles d'Arménie

14/10/2021

Stepanakert annonce que les pèlerinages vers le complexe monastique de Dadivank en zone de l'Artsakh occupée vont reprendre



Arrêtés depuis quelques mois en raison des restrictions imposées par l'occupant azéri, les pèlerinages de fidèles Arméniens vers le complexe monastique de Dadivank situé entre la zone libre de l'Artsakh et la zone occupée de Kelbadjar (Karvachar) vont reprendre. Suite à un accord à Moscou entre le Catholikos arménien Karékine II d'Etchmiadzine et le patriarche de Moscou et de toute la Russie, Kiril. L'annonce de cette prochaine reprise des pèlerinages en direction de Dadivank a été réalisée par Lousine Gharakhanyan la ministre de l'Education, des Sciences, de la Culture et des Sports. Les forces russes chargées de la paix en

Artsakh assureront la sécurité des pèlerins Arméniens en direction de Dativank.

Krikor Amirzayan

8- Le Courrier d'Erevan

14/10/2021

Coopération médicale à haut niveau entre la France et l'Arménie



Martin Hirsch, directeur général de l'AP-HP et ex-secrétaire d'État français aux Solidarités actives contre la pauvreté a ouvert hier, mercredi 13 octobre, le premier colloque médical Franco-Arménien dédié à la prise en charge des blessés du conflit du Haut Karabakh.

Par Olivier Merlet

Dès le mois d'octobre 2020, trois établissements hospitaliers publics français se sont mobilisés pour venir en aide aux blessés de guerre du Karabakh. L'Assistance publique - Hôpitaux de Paris (AP-HP), les Hospices Civils et le

Centre hospitalier du Vinatier de Lyon ont dépêché sur place plusieurs missions médicales afin de pallier aux soins d'urgence et prêter main forte à leurs collègues et partenaires arméniens. Livraisons de matériel spécialisé, bien sûr, mais également échanges de pratiques chirurgicales et de connaissances spécialisées.

Les conférences et ateliers de ce colloque qui s'est ouvert hier, mercredi 13 octobre, s'enchaîneront sur 3 pleines journées. Elles dresseront le bilan de cette première année d'efforts conjoints et surtout, tenterons d'en dégager toutes les perspectives d'avenir et de renforcement de cette coopération médicale franco-arménienne de haut niveau.

Martin Hirsch, directeur général de l'AP-HP et ex-secrétaire d'Etat aux Solidarités actives contre la pauvreté, menait la délégation française composée de nombreux médecins, chirurgiens et professeurs aux côtés de Patrick Deniel, secrétaire général des Hospices Civils Lyonnais et du Professeur Nicolas Georgieff, chef de service au Centre hospitalier Le Vinatier. Ils se sont tout d'abord rendus au mémorial du génocide de Tsitsernakaberd avant de rejoindre l'Université de médecine. Lors de la cérémonie d'ouverture, Anne Louyot, ambassadrice de France en Arménie, a salué l'initiative au nom du gouvernement français, vivement soutenue par les autorités arméniennes représentées par Anahit Avanesyan, ministre de la Santé, et Vahram Dumanyan, Ministre de l'Éducation, des Sciences, de la Culture et des Sports.

Traumatismes et pertes de substances des membres, prise en charge de la douleur et des psycho-traumatismes, infections ostéoarticulaires, rééducation neuro-orthopédique sont autant de sujets sur lesquels les spécialistes et différents intervenants seront amenés à débattre au cours de ces trois jours. Ils aborderont également les conséquences de l'utilisation d'armes non-conventionnelles et interdites au cours du conflit qui s'est traduite par l'apparitions de nouvelles pathologies, peu connues et exigeant de nouvelles approches médicales. C'est dans cette optique qu'a été décidée, à l'initiative de l'ONG Sante Arménie et de l'UGAB, la fondation d'un Centre Franco-Arménien de recherche médicale spécialisée dont l'inauguration se déroulera ce jeudi 14 octobre à l'institut national de Sante d'Erevan, parallèlement à ce colloque.

9- Les Nouvelles d'Arménie

13/10/2021

https://www.armenews.com/spip.php?page=article&id_article=84648

Rencontre Pachinian Poutine : des discussions très productives

Le Premier ministre Nikol Pashinian a qualifié sa dernière rencontre avec le président russe Vladimir Poutine de « très productive », mais n'a divulgué aucun détail, mercredi 13 octobre au matin.

« La réunion a été très productive », a déclaré Pashinian dans un message Twitter envoyé dans la nuit. « Nous avons discuté à la fois de l'agenda bilatéral et de la situation dans la région ».

« Nous allons poursuivre nos contacts pour mettre en œuvre les accords conclus », a-t-il écrit en russe.

Il n'était pas clair s'il faisait référence à de nouveaux accords ou à des accords antérieurs conclus avec Poutine.

Poutine et Pashinian se sont rencontrés à Moscou mardi pour la quatrième fois cette année. Les discussions ont apparemment porté sur le conflit du Nagorno-Karabakh.

Selon un communiqué du gouvernement arménien, ils ont discuté des « développements en cours » dans et autour de la zone de conflit, des efforts visant à renforcer la stabilité dans la région et de la mise en œuvre des accords négociés par la Russie pour établir des liaisons de transport entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan. Les relations russo-arméniennes étaient également à l'ordre du jour, ajoute le communiqué.

Ni le gouvernement ni le Kremlin n'ont annoncé les accords conclus par les deux dirigeants. Les hauts représentants du parti arménien au pouvoir, le Contrat civil, n'ont pas commenté mercredi les résultats des discussions.

Benyamin Poghosian, un analyste politique arménien, a suggéré que M. Pashinian

cherchait à connaître la position de Moscou sur les demandes azerbaïdjanaises concernant un « corridor » terrestre permanent qui relierait l'exclave du Nakhitchevan au reste de l'Azerbaïdjan via la province arménienne de Syunik.

Le président azerbaïdjanais Ilham Aliyev a menacé d'ouvrir par la force un tel corridor si Erevan continuait de s'opposer à sa création. Les dirigeants arméniens ont dénoncé les menaces d'Aliyev comme des revendications territoriales. Ils affirment que l'accord de cessez-le-feu conclu sous l'égide de la Russie, qui a mis fin à la guerre de l'année dernière dans le Haut-Karabakh, ne prévoit que des liaisons de transport entre les deux États du Caucase du Sud.

Les gouvernements russe, arménien et azerbaïdjanais ont créé en janvier un groupe de travail trilatéral chargé de définir les modalités pratiques de l'ouverture de la frontière arméno-azerbaïdjanaise au trafic commercial. Le coprésident russe du groupe, le vice-premier ministre Alexei Overchuk, a insisté le mois dernier sur le fait qu'il n'avait pas discuté d'éventuels corridors de transport.

Dans le même temps, le chef de l'Église orthodoxe russe, le patriarche Kirill, a accueilli mercredi à Moscou une réunion entre les chefs spirituels d'Arménie et d'Azerbaïdjan. Au début de la réunion, Kirill a déclaré qu'il discuterait avec le Catholikos arménien Garegin II et le plus haut dignitaire musulman chiite d'Azerbaïdjan, Sheikh-ul-Islam Allahshukur Pashazade, des moyens de « surmonter les conséquences » du conflit du Karabakh.

Reprinted with permission from RFE/RL Copyright(c)2007 Radio Free Europe / Radio Liberty, Inc.1201 Connecticut Ave, t N.W. Washington DC 200

10- Les Nouvelles d'Arménie
14/10/2021

Le procureur général d'Iran en visite en Arménie



Le procureur général d'Iran, Mohammad Jafar Montazeri, a réaffirmé que son pays était prêt à développer ses relations avec l'Arménie lors de sa visite à Erevan mercredi 14 octobre dans un contexte de tensions persistantes entre Téhéran et Bakou.

M. Montazeri a rencontré le Premier ministre Nikol Pashinian après avoir discuté avec son homologue arménien Artur Davtian de la coopération arméno-iraniennne dans la lutte contre la criminalité transfrontalière et de l'extradition de dizaines de ressortissants iraniens emprisonnés en Arménie pour des motifs essentiellement liés à la drogue.

M. Pashinian a salué cette coopération, affirmant qu'elle s'inscrivait dans son intention et celle du président iranien Ebrahim Raisi de revigorer les relations arméno-iraniennes au sens large. Selon une déclaration du gouvernement arménien, il a souligné la nécessité de donner un « nouvel élan » aux liens commerciaux bilatéraux.

« Nous souhaitons développer des liens avec l'Arménie dans l'intérêt de nos pays », a déclaré M. Montazeri. Ces liens permettent aux deux États voisins de « faire face ensemble aux défis existants dans la région », a-t-il ajouté.

Les deux hommes, poursuit le communiqué, ont également abordé les « processus en cours dans la région », Montazeri déclarant que l'Iran ne supportera pas la présence de « terroristes et de forces belliqueuses » le long de ses frontières.

Le religieux conservateur s'est ainsi fait l'écho des déclarations faites ces derniers jours par d'autres responsables iraniens accusant l'Azerbaïdjan

d'héberger des militants musulmans sunnites et du personnel de sécurité israélien près de la frontière iranienne.

Le président azerbaïdjanais Ilham Aliyev a de nouveau rejeté ces accusations dans une interview publiée dans un journal mercredi. Il a déclaré que Téhéran était simplement mécontent de la décision de Bakou de commencer à prélever de lourdes taxes sur les camions iraniens transportant des marchandises depuis et vers l'Arménie.

Les véhicules sont arrêtés sur un tronçon de 21 kilomètres de la principale autoroute entre l'Arménie et l'Iran, qu'Erevan a cédé de manière controversée à Bakou peu après la guerre du Haut-Karabakh de l'année dernière. M. Aliyev a de nouveau déclaré que la police et les douanes azerbaïdjanaises avaient mis en place un barrage routier à cet endroit le 12 septembre parce que Téhéran n'avait pas empêché les camions iraniens de transporter des marchandises vers le Karabakh.

Deux chauffeurs de camions iraniens ont été arrêtés à cet endroit et accusés de se rendre illégalement au Karabakh. Ils auraient été libérés mercredi, un jour après que les ministres des affaires étrangères iranien et azerbaïdjanais se soient entretenus par téléphone pour tenter d'apaiser les tensions sans précédent entre l'Iran et l'Azerbaïdjan.

Le ministre iranien des affaires étrangères, Hossein Amir-Abdollahian, aurait déclaré à son homologue azerbaïdjanais, Jeyhun Bayramov, que les deux voisins musulmans chiites ne devaient pas laisser leurs ennemis porter atteinte à leurs relations. Il a précisé dans le même temps que la République islamique attendait une solution au « problème du transit des marchandises ».

M. Bayramov aurait proposé que les responsables des douanes azerbaïdjanaises et iraniennes se rencontrent pour discuter de cette question.

Reprinted with permission from RFE/RL Copyright(c)2007 Radio Free Europe / Radio Liberty, Inc.1201 Connecticut Ave, t N.W. Washington DC 200

11- Les Nouvelles d'Arménie

13/10/2021

L'Arménie apprécie hautement le soutien de l'Inde au règlement pacifique du conflit du Haut-Karabagh

L'Arménie apprécie hautement la position de principe de l'Inde et son soutien continu au règlement pacifique et globale du conflit du Haut-Karabagh dans le cadre du mandat de coprésidence du Groupe de Minsk de l'OSCE, a déclaré le ministre des Affaires étrangères Ararat Mirzoyan lors d'une conférence de presse conjointe avec le ministre indien des Affaires étrangères Subrahmanyam Jaishankar après leur rencontre à Erevan.

« L'Inde, en tant qu'un pays engagé dans une politique de paix, peut contribuer à la stabilité, au développement et à la paix dans le Sud-Caucase » a déclaré M. Mirzoyan.

Dans ce contexte, M. Mirzoyan a réitéré la position de l'Arménie selon laquelle le recours à la force ne peut servir de base à la résolution d'un conflit, et que le conflit du Haut-Karabakh doit être réglé de manière globale par des négociations pacifiques dans le cadre de la coprésidence du groupe de Minsk de l'OSCE et sur la base des principes bien connus.

Le ministre des affaires étrangères Mirzoyan a souligné que l'Arménie apprécie grandement la déclaration du ministère indien des affaires étrangères du mois de mai appelant au retrait de l'armée azerbaïdjanaise du territoire arménien souverain. L'Arménie a réitéré sa position de soutien à l'Inde sur la question du Jammu-et-Cachemire, a-t-il déclaré.

« Nos positions coïncident également sur les questions de la lutte contre le terrorisme, l'extrémisme et l'inadmissibilité et la condamnation du transfert de terroristes mercenaires dans les zones de conflit » a-t-il ajouté. Armenpress.

par [Krikor Amirzayan](#)

12- Le Courrier d'Erevan

14/10/2021

<https://www.courrier.am/fr/region/le-destin-tumultueux-de-la-cathedrale-saint-sauveur-ghazanchetsots>

Le destin tumultueux de la cathédrale Saint-Sauveur Ghazanchetsots



La cathédrale Saint-Sauveur Ghazanchetsots est depuis longtemps un symbole de Chouchi, sa fierté et l'un des exemples du savoir-faire des architectes arméniens du XIXe siècle. Cependant, au cours de son histoire, l'Église a connu de nombreux bouleversements, et un dernier s'est produit il y a exactement un an. Le 8 octobre 2020, la cathédrale a été bombardée par des drones azerbaïdjanais et a ensuite perdu son dôme

emblématique. Le présent article explique comment et quand l'église a été construite à Chouchi, quelles sont ses caractéristiques architecturales et à quoi elle ressemble aujourd'hui.

L'histoire de l'Artsakh remonte à des temps immémoriaux : ici, comme dans d'autres régions de la Transcaucasie, le processus de formation humaine a eu lieu. Aux 8^e et 7^e siècles avant Jésus-Christ, l'Artsakh faisait partie du royaume de Van et, après sa chute, de la Grande Arménie. Avec l'adoption du christianisme, des centres culturels ont été créés, des monastères ont été construits et les arts se sont développés. Dans le même temps, l'Artsakh a été de temps en temps envahi par les Seldjoukides, les Tatars-Mongols, les Ottomans et de nombreux autres envahisseurs.

La situation a changé en 1805 avec la signature du traité de Kurekchay sur la soumission du khanat du Karabakh à l'Empire russe, qui a été formalisé en 1813 par le traité de paix de Gulistan entre la Russie et la Perse de Kadjar. En 1868, le district de Chouchi a été créé sur le territoire de l'Artsakh - la région a commencé à se développer rapidement. À la fin du XIX^e siècle, Chouchi, fondée dans les années 1750, est devenue l'un des principaux centres de la vie culturelle et éducative arménienne.

Histoire et architecture de la cathédrale de Saint-Sauveur Ghazanchetsots

La cathédrale de St-Sauveur est la fierté et le symbole de Chouchi depuis de nombreuses décennies. Le temple, l'un des bâtiments les plus imposants et les plus emblématiques d'Arménie, était un exemple de fusion harmonieuse d'un monument avec son environnement et incarnait parfaitement le génie de la construction du peuple arménien. L'église était une illustration de la puissance de l'art de la construction arménien du 19^{ème} siècle.

Somptueusement décoré de bas-reliefs et de sculptures, Saint-Sauveur Ghazanchetsots, avec ses formes tridimensionnelles monumentales mais pittoresques, embellit le panorama spectaculaire de Chouchi. L'église abritait des reliquaires dorés et de nombreux manuscrits, certains datant de 1612 et 1660.

« Par la grâce et la miséricorde de Dieu tout-puissant, la sainte cathédrale miraculeuse a été construite grâce aux fonds et aux dons des paroissiens de l'église Saint-Sauveur de Chouchi, dont la construction a commencé en 1868 sous le règne du tout-puissant empereur de tous les Russies Alexandre II et du

patriarche George IV, et s'est achevée en 1887 lors du couronnement du fils de Sa Majesté, le bienheureux empereur Alexandre III, sous la direction du Catholicos Makar Ier. 20 septembre 1888 », - voilà l'inscription placée en haut du portail sud du bâtiment.

Il s'agit d'une structure monumentale. Les façades sont revêtues de dalles de calcaire local de couleur crème clair. Le dôme majestueux du temple reposait sur quatre énormes pylônes. Les formes extérieures, spectaculaires sur le plan architectural, sont coiffées de nombreuses ceintures décoratives. La décoration des portails et l'encadrement des ouvertures des fenêtres étaient particulièrement frappants. La disposition et la conception spatiale de Saint-Sauveur avaient des points communs avec la cathédrale d'Etchmiadzine. Située au cœur de la ville, l'église surplombait les collines vertes, dominant la vaste vallée de Karkar.

Le dôme, dont le fût assez élevé n'a pas supprimé le volume principal du temple, mais a au contraire conféré à l'ensemble de la structure majesté, élégance et spiritualité, a produit l'impression la plus spectaculaire. Lors de la rénovation de 1982, une inscription a été trouvée en nettoyant le sol, qui a révélé le nom de l'architecte. Dans la partie inférieure de la face frontale de l'autel était gravée : « *Image sainte donnée en mémoire du constructeur de l'église Avetis Earamishenets... à l'été 1886. Architecte Simeon Ter-Hakobyants* ».

Un peu plus loin de l'église de Ghazanchetsots, sur l'aile ouest, se trouve le clocher à trois étages. Dans les coins supérieurs du rez-de-chaussée se trouvent quatre sculptures de personnes soufflant dans des trompettes de manière « menaçante ». Le clocher a été construit par Abraham Khandamiryants de Chouchi. La ceinture ornementale du clocher est un bel exemple de sculpture sur pierre.

Il est intéressant de noter que sa construction a commencé dix ans avant celle de l'église elle-même, comme l'atteste l'inscription sur le mur oriental. Cette circonstance inhabituelle indique qu'il y avait probablement une autre église de Ghazanchetsots, construite au 18^e siècle, sur ce site auparavant. Elle avait probablement moins d'éléments architecturaux, et a donc été démolie pour l'érection d'un grand temple. La vieille église est mentionnée dans le livre de Mesrop Tahadian, « Voyage en Arménie », qui a visité Chouchi en 1820.

La cathédrale Ghazanchetsots à Chouchi maintenant

Le destin de l'église de Saint-Sauveur Ghazanchetsots était, et est toujours, compliqué. La cathédrale a été fermée à plusieurs reprises, endommagée maintes fois, privée de sa coupole et même utilisée comme garage ou comme dépôt de fusées. Le 8 octobre 2020, après une accalmie relativement longue, le sanctuaire a subi un nouveau coup dur - il a été bombardé deux fois par l'Azerbaïdjan. Un trou d'environ un mètre de diamètre a été percé dans le plafond, mais personne dans la ville n'a été blessé. Mais le deuxième attentat a failli coûter la vie à trois journalistes russes qui se trouvaient dans le bâtiment.

Au début de l'année 2021, l'Azerbaïdjan a commencé la restauration du temple, que beaucoup ont qualifiée de controversée. Le dôme pointu a été retiré. Selon Bakou, l'église sera restaurée dans sa forme « originale ». Les autorités azerbaïdjanaises affirment que l'apparence de la cathédrale a été modifiée dans les années 1990 et que ce dôme pointu n'existait pas auparavant, bien que cela contredise les sources arméniennes soviétiques. Ce qui attend Saint-Sauveur Ghazanchetsots maintenant, après cette « restauration », reste un mystère.

Source : armmuseum.ru

13- Nor Haratch Hebdo
12/10/2021

La Cour constitutionnelle valide le projet de loi contre la diffamation

Dans une décision condamnée par des groupes de défense de la liberté de la presse, la Cour constitutionnelle arménienne a confirmé la constitutionnalité d'un projet de loi soutenu par le gouvernement qui triplera les amendes légales maximales fixées pour la diffamation.

Le projet de loi impliquant des amendements au Code civil arménien a été rédigé par un proche collaborateur du Premier ministre Nikol Pachinian et adopté par l'Assemblée nationale en mars. Il stipule que les médias et les personnes reconnues coupables de « diffamation » pourraient être condamnés à une amende pouvant aller jusqu'à 6 millions de drams (12 450 de dollars), tandis que ceux faisant des allégations offensantes encourront une amende maximale de 2 millions de drams.

Le président Armen Sarkissian a refusé de signer le projet de loi en avril, affirmant qu'il pourrait être exploité par des responsables gouvernementaux et des politiciens pour étouffer la liberté de la presse. Sarkissian a également suggéré que le projet de loi était « litigieux en termes de constitutionnalité » et a demandé à la Cour constitutionnelle de se prononcer à ce sujet.

Dans son verdict rendu public ce week-end, le tribunal a statué que les amendements n'allaient pas à l'encontre de la constitution arménienne.

Les principales associations de médias arméniennes ont exprimé leur indignation face à cette conclusion dans une déclaration conjointe publiée lundi. Ils ont fait valoir qu'il contredisait une décision de la Cour constitutionnelle sur la question rendue en 2011 et ont accusé la Cour d'ignorer les recommandations du Conseil de l'Europe et les décisions faisant jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme.

Le communiqué signé par 11 organisations précise également : « L'application de mesures disproportionnellement strictes causerait plus de dégâts qu'elle ne contribuerait à la lutte contre les vices. D'autant plus que tant les politiciens que les fonctionnaires et les représentants de diverses couches de la population perçoivent souvent les critiques qui leur sont adressées comme une diffamation ou une insulte et vont devant les tribunaux. Cela pourrait créer de sérieux obstacles aux activités sans entrave des médias. »

Les groupes de médias arméniens ont lié les amendes plus lourdes pour diffamation à ce qu'ils ont décrit comme d'autres restrictions aux reportages imposées par les dirigeants actuels du pays. Leur déclaration fait référence à des projets de loi récemment promulgués qui interdisent aux médias de citer des comptes de médias sociaux appartenant à des individus inconnus et érigent en délit d'insulter gravement des représentants de l'État.

La décision des autorités arméniennes de criminaliser la calomnie et la diffamation a été vivement critiquée par Freedom House à la fin du mois dernier. Le groupe basé à Washington a déclaré qu'il témoignait d'une « nette dégradation des normes démocratiques en Arménie, y compris la liberté d'expression ».

14- Eurasianet

14/10/2021

<https://eurasianet.org/construction-noise-replaces-sounds-of-fighting-in-nagorno--karabakh>

Construction noise replaces sounds of fighting in Nagorno-Karabakh

Authorities in the isolated enclave are pouring millions into reconstruction and repopulation after last year's war.

[Gevorg Mnatsakanyan](#)

In post-war Nagorno-Karabakh, perhaps no problem is as acute as housing.

The 44-day war saw Armenians lose control of about three-quarters of the land they had gained in the first war with Azerbaijan in the 1990s. As a result, about

35,000 of the territory's roughly 150,000 people were displaced from their homes.

With the region's housing stock depleted, thousands have been struggling to secure accommodation in the remaining territories under Armenian control, as well as in neighboring Armenia.

Housing is "the most pressing humanitarian issue today in Artsakh," said Gegham Stepanyan, Karabakh's human rights ombudsman, using an alternate Armenian name for the territory. Of the 200 or so complaints received by his office since the beginning of the year, the lion's share has been from displaced people seeking shelter, he told Eurasianet.

A recent [report](#) on the humanitarian consequences of the conflict produced for the Parliamentary Assembly of the Council of Europe voiced similar concerns and called on its ministerial committee "to pay particular attention to the needs and rights of displaced persons and issues surrounding their return" when drafting its action plans for Armenia and Azerbaijan.

The housing shortage has resulted in a rental boom, with landlords raising rent by as much as double in the de facto capital of Stepanakert, where many of those displaced from other parts of Karabakh have tried to resettle.

In an [interview](#) with Armenia's state television on September 23, Minister of State Artak Beglaryan condemned the practice, vowing to crack down on unfair leasing. The authorities also are subsidizing rent for the neediest, paying more than \$5 million since December 2020, Beglaryan said.

In the longer-term, the de facto government of Nagorno-Karabakh, with aid from Armenia and the global Armenian diaspora, is funding a three-year, 118-billion-dram (more than \$240 million) effort to resettle those displaced.

As part of that effort, the de facto Karabakh leader, Arayik Harutyunyan, signed a [government decree](#) in July to renovate 10,000 residences abandoned or damaged by fighting both in the 1990s and in 2020, as well as to erect 6,000 new homes for the latest war stricken. The Ministry of Urban Development [says](#) a total of 195 construction companies have been involved in the works. Armenian charities like the Tufenkian Foundation are [donating](#) millions more in support.

Later that month, Harutyunyan also ordered the creation of a Housing Committee

under the Minister of State and [budgeted](#) up to 5 million Armenian drams (over \$10,000) in state assistance to any young family from the region willing to build a home for themselves there.

Beglaryan [estimated](#) that of the 35,000 displaced, more than two-thirds - about 25,000 - are outside Karabakh. He went so far as to stake the stability and what he called “the Armenian future” of Nagorno-Karabakh on the return of the displaced from Yerevan and other parts of Armenia.

One project currently underway is the construction of a 240-apartment complex on the northern edge of the Karabakh capital of Stepanakert, aimed at those forced to flee from the southern city of Hadrut, which is now under the control of Azerbaijan as a result of the war.

Set to be completed by the end of 2022, all 15 buildings are financed by the diaspora-backed Hayastan All Armenia Fund and will be fitted with underground shelters - as are all new buildings being constructed now in Karabakh - the territory’s Minister of Urban Development, Aram Sargsyan, told Eurasianet.

Beyond its housing initiatives, the government is spending millions more on paving inter-city highways and local roads both old and new, and on renovating vital infrastructure including schools and hospitals damaged in the war. Social welfare programs and compensation packages for the displaced and others affected by the fighting are also in the pipeline, according to state authorities.

Providing materials for the construction will be a new cement plant near Askeran, opened in August after its construction was interrupted by last year’s war. The \$2 million Savva Cement Factory is a project of the Artsakh Investment Fund, a government-affiliated entity for state-sponsored business development and housing projects, and local businessman Samvel Hakobyan.

It will produce up to 65,000 tons of cement annually, along with bricks and other construction materials, and “could be crucial to the development of the domestic economy,” said Harutyunyan in a [statement](#) after visiting the plant on September 19.

On the other side of the new line of control, meanwhile, even more ambitious construction - with estimates running to the [tens of billions of dollars](#) - is also underway.

In late August, Azerbaijan President Ilham Aliyev [lay the foundation](#) for the first of 25 buildings in a new residential district in the center of Shusha (which Armenians spell Shushi), set to house 2,020 people; the number of future residents symbolically reflecting the year of Azerbaijan's victory.

That new development, and other housing in the region, is being supported by other major infrastructure projects that include the [recently inaugurated](#) international airport in the southern Fuzuli region.

On both sides of the line, the construction is being facilitated by the 2,000-strong Russian peacekeeping force. Azerbaijanis rely on occasional Russian military [escorts](#) to deliver construction supplies deep into their newly retaken territories, while the Russians provide a round-the-clock watch over the Lachin corridor that connects Karabakh with Armenia, the source of most of the territory's building materials.

In the immediate aftermath of the war, the Russian Ministry of Emergency Situations had [shipped](#) over 1,500 tons of humanitarian aid, including construction materials intended to "to restore the social infrastructure and housing stock" in the region, the ministry said. Later in the year, authorities in Karabakh had applied to the Russian government for 8,000 prefabricated homes, a number that has since been reduced to 1,000 and is pending approval from Moscow, Urban Development Minister Sargsyan [told](#) the Russian newspaper Kommersant in July.

For Lianna Petrosyan, 35, a theater teacher and editor of a local newspaper in Hadrut who fled to Yerevan after the city was taken by Azerbaijani forces, the construction of new housing is a welcome development.

Renting a small, 590-square-foot apartment in northeastern Yerevan, 75 percent of which was until recently subsidized by the Armenian government as part of hosting program for the displaced, Petrosyan told Eurasianet she is excited by the prospect of returning to Karabakh. "The first thing for us now is overcoming the psychological toll of knowing that some things will never be the same," she said.

Gevorg Mnatsakanyan is a journalist based in Yerevan.

15- Sputnik France

14/10/2021

<https://fr.sputniknews.com/20211014/visee-par-des-attaques-kurdes-en-syrie-la-turquie-aboie-et-menace-de-mordre-1052146464.html>

Visée par des attaques kurdes en Syrie, la Turquie aboie et menace de mordre

Par Alexandre Aoun

Les Kurdes syriens ont mené des attaques contre les troupes turques en Syrie. Le Rojava bénéficie du parapluie américain, qui empêcherait la Turquie de mener une énième intervention dans la région. Mais Ankara dispose d'une arme fatale.

"C'est une véritable humiliation pour la Turquie que d'être alliée à l'Occident, qui finance et arme le YPG", explique Bayram Balci, chercheur au CNRS, enseignant à Sciences Po et spécialiste de la Turquie.

Humiliée, la Turquie tape du poing sur la table.

Après la mort de [deux policiers turcs](#) dans le nord de la Syrie, Ankara ne compte pas laisser cette attaque impunie. Très remonté, Mevlut Cavusoglu, le chef de la diplomatie turque, a déclaré le 13 octobre que la Turquie "ferait ce qui est nécessaire pour sa sécurité". La veille, le Président Erdogan avait accusé le YPG kurde (Unités de protection du peuple), branche militaire du PYD (parti de l'union

démocratique), d'être responsable de cet attentat, martelant qu'il était "*la goutte d'eau finale*".

Présente dans le nord de la Syrie, l'armée turque est confrontée à une recrudescence d'attaques contre ses troupes. Entre les tirs de mortiers, de missiles et les guet-apens, Ankara peine à sanctuariser ses acquis territoriaux. Le 11 octobre, un attentat à la voiture piégée a fait [quatre morts](#) et plusieurs blessés.

De quoi rendre la Turquie nerveuse. Ankara s'en est même violemment pris à Washington et à Moscou. "*Les deux pays [les États-Unis et la Russie, ndlr] ont déclaré que ces terroristes seraient emmenés à 30 km [de la frontière ndlr]. Les États-Unis et la Russie sont responsables des récents attentats. Ils n'ont pas tenu leurs promesses et ces terroristes sont toujours là*", a affirmé le ministre turc des Affaires étrangères.

Ankara s'en prend à Washington et Moscou

Malgré le message de condoléances des Américains, la pilule ne passe pas. "*Vous leur fournissez des armes et faites ensuite une déclaration pour le spectacle seulement. Le manque de sincérité est évident là-bas*", a rétorqué à Washington Mevlut Cavusoglu.

"Les Américains se servent de la question kurde pour rester en Syrie. Ce soutien a renforcé les velléités autonomistes des Kurdes syriens et a donc donné un second souffle aux Kurdes de Turquie. Il faut savoir que le PKK [Parti des travailleurs du Kurdistan ndlr] est un parti terroriste selon Washington et il contrôle le YPG syrien", souligne Bayram Balci au micro de Sputnik.

Et malheureusement pour Ankara, ce soutien n'est pas près de s'estomper. L'Administration Biden a nommé d'ardents défenseurs de la cause kurde, à l'instar du coordinateur pour le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord au Conseil de sécurité nationale, Brett Mc Gurk, ou de la directrice pour la Syrie et l'Irak à ce même Conseil de sécurité nationale, Zehra Bell.

Au lendemain du départ chaotique des troupes américaines d'Afghanistan, un vent de panique s'est emparé des dirigeants kurdes. Mais Washington s'est voulu rassurant. Les [900 soldats américains](#) présents sur place ne quitteront pas le

territoire. "Ils [les Américains nldr] ont promis de faire tout ce qu'il faut pour détruire l'État islamique et de travailler à la construction d'infrastructures dans le nord-est de la Syrie", a déclaré le 7 octobre Ilham Ahmed, président du comité exécutif du Conseil démocratique syrien.

Ankara arrête les guerres

Malgré les postures martiales des dirigeants turcs, l'hypothèse d'une intervention militaire turque pour annihiler la menace kurde semble peu probable. Pour le chercheur au CNRS, ceci s'expliquerait en partie pour des raisons géopolitiques.

"À un moment, il y avait une volonté d'incursion militaire de la Turquie pour mater définitivement le mouvement kurde en Syrie. Mais il y a une phase de décrispation aujourd'hui, les guerres d'Erdogan ont été coûteuses pour l'économie turque et la Turquie a été isolée sur le plan régional. On le voit aujourd'hui, le gouvernement turc cherche à recoller les pots cassés avec l'Égypte, avec l'Arabie et même avec l'Arménie", souligne-t-il au micro de Sputnik.

Donc pas de quatrième intervention prévue pour Ankara. Depuis 2016, la Turquie a en effet lancé [trois opérations militaires](#) en Syrie. La première, intitulée "Bouclier de l'Euphrate", en août 2016, visait à déloger les forces kurdes à la frontière, la seconde, "Rameau d'Olivier", en janvier 2018, a permis aux forces turques de s'implanter militairement en Syrie en prenant la zone stratégique d'Afrine en mars 2018. La troisième opération, intitulée "Source de paix", était le prolongement de la seconde.

L'eau: arme fatale d'Ankara contre les Kurdes

Mais la Turquie a d'autres cordes à son arc pour saper l'influence des Kurdes dans le Nord-est syrien. Ankara disposerait d'une arme fatale: l'eau. Le gouvernement turc a [réduit le débit de l'Euphrate](#), passant de 500 m³ par seconde à moins de 200 m³ par seconde. Résultat: les populations kurdes craignent de ne plus avoir d'eau et d'électricité.

"Ces derniers mois, la Turquie a grandement limité le flux du fleuve. Jamais le

niveau de l'Euphrate n'a été aussi bas. Les barrages hydroélectriques de Tabqa, Tishrine et Firat, dans le nord et l'est de la Syrie, qui produisent de l'électricité pour toute la région, ne fonctionnent qu'alternativement, avec une seule turbine. La production agricole est sérieusement menacée", alertait le Rojava Information Center le mois dernier. Disposant de plus de 635 barrages à l'intérieur de ses frontières, Ankara peut fermer ou ouvrir les robinets à volonté.

Pour régler cette problématique kurde, le chercheur du CNRS ne voit qu'une seule solution.

"La question kurde syrienne est indissociable de la question kurde turque, les liens sont anciens et matrimoniaux. Aujourd'hui, il faut un réajustement de la politique kurde avec les voisins. Il ne peut pas y avoir de projet viable sans coopération avec la Turquie. Et demain, le jour où les Américains partiront, le principe d'autonomie sera plus que caduc, surtout que la Syrie compte bien récupérer un jour ce territoire", conclut Bayram Balci.

L'avenir des Kurdes syriens, pris en étau entre les promesses de Washington, les menaces d'Ankara et la volonté de Damas de recouvrer son intégrité territoriale de Damas, semble donc plus que jamais incertain.

16- Orient XXI

13/10/2021

<https://orientxxi.info/magazine/la-turquie-mene-une-guerre-de-l-eau-en-syrie,5084>

La Turquie mène une guerre de l'eau en Syrie

Le niveau de deux fleuves mythiques, le Tigre et l'Euphrate, qui traversent la Turquie, la Syrie et l'Irak, a drastiquement baissé. Si le changement climatique y est pour quelque chose, Ankara est pointé du doigt en raison de ses barrages qui limitent le débit des eaux.

La chute du débit de l'Euphrate est une nouvelle menace pour la population syrienne, [déjà victime de plus de dix années de guerre sur son territoire](#). Cinq millions de Syriens risquent d'être privés d'eau et d'électricité. Le coordinateur de l'ONU pour la Syrie, Imran Riza, affirme dans un rapport publié en juin 2021 être « *très profondément inquiet de l'impact de la baisse du niveau de l'eau sur la vie de millions de gens vivant en Syrie, surtout concernant l'accès à l'eau et à l'électricité* ».

Ces derniers mois, le débit des eaux fluviales a été fortement réduit, selon des chiffres cités par l'ONU : 200 m³ par seconde, au lieu des 500 m³ habituels. Le niveau de l'Euphrate se trouve désormais si bas que les équipements de pompage et les canalisations ne sont plus opérationnels. Le Rojava Information Center décrit une situation alarmante : « *Ces derniers mois, la Turquie a grandement limité le flux du fleuve. Jamais le niveau de l'Euphrate n'a été aussi bas. Les barrages hydroélectriques de Tabqa, Tishrine et Firat, dans le nord et l'est de la Syrie, qui produisent de l'électricité pour toute la région, ne fonctionnent qu'alternativement, avec une seule turbine. La production agricole est sérieusement menacée* ».

En Syrie, l'Euphrate alimente en effet trois barrages hydroélectriques et des stations de pompage d'eau potable. Sur le grand barrage de Tishrine, à l'est d'Alep, reconquis par les Forces démocratiques syriennes (FDS) des mains de l'organisation de l'État islamique (OEI) qui s'en était emparé en 2015, le niveau d'eau se trouve seulement à quelques dizaines de centimètres au-dessus du niveau « mort ». En dessous, les turbines cesseront de produire de l'électricité.

De graves menaces pour l'agriculture

Comme l'eau de l'Euphrate n'est plus systématiquement filtrée, les eaux usées et l'eau stagnante augmentent le nombre et la propagation de maladies. « *L'eau venant de l'Euphrate n'est plus potable et les gens attrapent des maladies à cause de l'eau stagnante* », nous confie Muslim Nebo, enseignant à Kobane. Pour Selman Barudo, coprésident de la Commission de l'agriculture et de l'économie de [l'Administration autonome du nord et de l'est de la Syrie](#), « *le manque d'eau, en particulier à une saison de l'année aussi cruciale pour les cultures du blé et du coton, a un effet dévastateur sur l'agriculture et l'économie. Les régions agricoles de Tabqa, Rakka et Deir-ez-Zor sont les plus affectées par le manque d'eau. Le niveau de l'Euphrate est tellement bas que les appareils de pompage des agriculteurs ne sont plus immergés et ne peuvent donc arroser les cultures. Nous avons peur que cette sécheresse rende la terre infertile sur le long terme* ».

L'administration autonome du nord et l'est est gérée par une coalition entre Kurdes, Arabes et Syriques. Déjà confrontés à une guerre interminable, de multiples invasions de la Turquie dans le nord et un embargo, ils craignent un impact ravageur sur l'économie. « *Nous avons effectivement peur pour les prochaines récoltes, puisque 80 % de l'eau utilisée pour l'arrosage des cultures provient de l'Euphrate* », ajoute-t-il.

Les autorités turques martèlent que la baisse du niveau des fleuves en Syrie est due au changement climatique, mais leurs homologues kurdes et arabes dans le nord et l'est de la Syrie accusent la Turquie de faire de l'eau une arme politique. « *Même si le changement climatique est la cause principale de cette sécheresse, la Turquie, avec ses barrages sur le Tigre et l'Euphrate, a techniquement la possibilité de faire couler plus d'eau vers la Syrie* », nous dit Asya Abdullah, une responsable et fondatrice du Parti d'union démocratique (PYD), rencontrée en septembre à la fête de l'Humanité. « *La Turquie piétine toutes les conventions internationales concernant l'eau. Jusqu'en 2019, il n'y a pas eu de sérieux problèmes, mais après l'invasion de la Turquie dans le nord de la Syrie, et depuis qu'elle occupe la zone entre Tal Abyad et Serekeniye (Ras Al-Ain en arabe), les problèmes de coupures d'eau ont commencé et ont aggravé les conséquences des sécheresses. L'afflux de l'eau dans la région de Hasake est aujourd'hui contrôlé par les milices proturques en amont, qui ont coupé l'eau 24 fois ces derniers 18 mois. La Turquie contrôle directement le niveau de*

l'Euphrate avec ses barrages ».

De nombreux barrages

En 1923, le [traité de Lausanne](#) divise le bassin hydrographique du Tigre et de l'Euphrate entre quatre États : la Turquie contrôle le bassin en amont des deux rivières, l'Iran contrôle le Zagros et la vallée Diyala, l'Euphrate irrigue le nord et l'est de la Syrie sur 675 km, et enfin les deux fleuves traversent l'Irak sur 1 200 km. La Turquie se trouve dans une position de force, parce qu'elle est maîtresse de la source des deux fleuves en amont. Elle compte accentuer sa mainmise avec la construction de barrages. Celui qui maîtrise l'eau contrôle les habitants. Or toute cette région (sud-est de la Turquie, nord-est de la Syrie, nord de l'Irak) est majoritairement peuplée de Kurdes.

En 1938, le premier barrage est inauguré près d'Ankara. En 1975, le barrage Keban est complété à Dersim (Tunceli), en amont de l'Euphrate. En 1977, avec le fameux « projet d'Anatolie du Sud-Est » (GAP), la construction de 22 barrages sur l'Euphrate et le Tigre est lancée. La Syrie construit son propre barrage. L'effet combiné est immédiat : une sécheresse en Irak.

Une guerre pour l'eau est évitée de justesse. En 1984, la Turquie signe un protocole sur l'eau avec l'Irak, et fait de même avec la Syrie en 1987. Elle garantit un niveau minimal annuel de débit d'eau de l'Euphrate : en moyenne 500 m³ d'eau par seconde. En contrepartie, la Syrie promet d'arrêter les activités du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) sur son territoire.

Au début des années 1990, la Turquie termine le barrage Atatürk, le quatrième plus grand barrage au monde, à 80 km de la frontière syrienne, dans le nord de Kobane. À partir de là, elle est en mesure de contrôler facilement le débit de l'Euphrate. La situation empire en 2019, quand la Turquie envahit et occupe — jusqu'à aujourd'hui — la zone entre Tal Abyad et Serekeniye. « *L'eau de la station de pompage d'Allouk, à côté de Serekeniye est systématiquement détournée et coupée par les milices pro-turques, depuis que la Turquie occupe la zone en 2019* », explique le Rojava Information Center.

Dernier épisode : en 2020, la Turquie met en route, cette fois sur le fleuve Tigre qui coule de Turquie en Irak, [le barrage Ilisu qui immerge Hasankeyf](#), un village

vieux de 12 000 ans, malgré de fortes critiques et le retrait d'investisseurs européens en raison des dégâts écologiques et humanitaires. Bagdad déplore à son tour les conséquences néfastes de ce barrage sur le niveau d'eau du fleuve.

Les barrages ne servent pas seulement à irriguer les cultures et à produire de l'électricité. Le président turc Recep Tayyip Erdogan lui-même le reconnaît : « *Nous ne voyons aucune différence entre protéger notre eau et protéger notre patrie* ». La Turquie utilise l'arme de l'eau pour engendrer un déplacement de population et un changement démographique, dont les Kurdes sont les plus grandes victimes en Turquie et en Syrie. Pour Asya Abdullah, « *chaque invasion de la Turquie en Syrie (2016, 2018, 2019) a entraîné un déplacement de population, donc un nettoyage ethnique. Maintenant elle utilise l'arme de l'eau pour pourrir la vie des gens et les pousser à partir* ». Ces dernières semaines, malgré de fortes pluies en Turquie, le niveau de l'Euphrate n'est pas remonté.

[Chris den Hond](#)

[Vidéo-journaliste et auteur de plusieurs reportages, notamment sur les Kurdes, les réfugiés palestiniens et Gaza.](#)

[Chloé Troadec](#)

[Journaliste au Rojava Information Center](#)

17- Nor Haratch Hebdo

11/10/2021

La famille de Hrant Dink recevra 1,5 million de livres turques en compensation

La famille de Hrant Dink obtiendra une compensation de 1,5 million de livres turques (environ 168 000 de dollars) après que le Conseil d'État a confirmé la décision du 6e tribunal administratif d'Istanbul.

L'épouse de Hrant Dink, Rakel Dink, et ses enfants avaient intenté une action en dommages et intérêts d'un montant total de 1,5 million de livres turques, dont 500 000 livres turques pour préjudice matériel et 1 million de livres turques pour préjudice moral, alléguant que le ministère de l'Intérieur avait commis une faute de service et une responsabilité graves dans le meurtre de Hrant Dink.

Le sixième tribunal administratif d'Istanbul a souligné que Hrant Dink avait été visé en raison des articles publiés dans le journal Agos, qui ont provoqué la réaction de certains groupes ultranationalistes, que son droit à la vie avait été mis en danger et que des mesures de protection auraient dû être prise sans attendre sa demande. Il a jugé qu'il n'y avait a



...